



**Parliamentarians for Global Action  
Action Mondiale des Parlementaires**

**CONTACT**

Sén. Mwamba Mushinkonke Mwamus  
Président Groupe National PGA-RDC  
Tél: +243 997 01 54 63, Email: [mwamusmwamba@yahoo.fr](mailto:mwamusmwamba@yahoo.fr)

M. Eloi Urwodhi  
Consultant PGA en RDC  
Tél : +243 990 90 39 58, Email : [eloipga@gmail.com](mailto:eloipga@gmail.com)

**POUR DIFFUSION IMMEDIATE**

**LE GROUPE NATIONAL DE L'ACTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES (PGA) EN  
RDC CONDAMNE LA VISITE DU PRESIDENT SOUDANAIS ET L'ABSENCE DE SON  
ARRESTATION AU KENYA**

*Kinshasa, 28 août 2010* – Le groupe national de l'Action Mondiale des Parlementaires de la République Démocratique du Congo (PGA-RDC), en solidarité avec les victimes du Darfour au Soudan et celles des violences postélectorales au Kenya, désapprouve la présence du président soudanais Omar El Béchir à Nairobi ce 27 août 2010. M. El Béchir, sous mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale, a été invité par le gouvernement kenyan pour assister à la cérémonie marquant la promulgation de la nouvelle constitution de la République du Kenya.

Ceci prouve à suffisance le manque de considération et d'estime non seulement vis-à-vis des victimes soudanaises qui réclament justice mais aussi pour le peuple Kenyan qui, à peine, vient de sortir d'une vague de violences postélectorales dont les stigmates sont encore perceptibles et font l'objet des enquêtes du procureur de la Cour Pénale Internationale.

Il est inadmissible, nonobstant la décision de l'Union Africaine d'arrêter la coopération avec la CPI, pour un Etat partie au Statut de Rome, africain soit-il, de violer si ostensiblement ses propres engagements internationaux pourtant pris sans la moindre contrainte - surtout dès lors que beaucoup d'autres Etats tels que l'Afrique du Sud, le Botswana, le Nigeria et l'Ouganda, n'ont pas hésité à prévenir M. El Béchir de son éventuelle arrestation s'il se présentait sur leurs territoires. En outre, la décision politique de l'Union Africaine, n'ayant pas de valeur contraignante, ne prévaut pas sur l'obligation du Kenya, en tant que membre des Nations Unies et en vertu de la résolution 1593 du Conseil de Sécurité relative à la situation au Darfour, de coopérer pleinement avec la Cour et d'arrêter le président soudanais. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le Kenya dispose par ailleurs d'une loi sur les crimes internationaux qui prévoit la pleine coopération avec la CPI.

Ainsi, le gouvernement kenyan est dans l'obligation d'exécuter, sans entrave, les mandats d'arrêts de la CPI lancés contre M. El Béchir pour génocide et crimes contre l'humanité au lieu de l'aider à continuer à défier et même narguer la communauté internationale.

PGA-RDC salue la réaction du peuple kenyan et de ses collègues parlementaires kenyans, qui n'ont pas hésité à désapprouver publiquement la présence du président El Béchir lors de cette cérémonie et qui ont, par leurs mobilisation, provoqué le départ anticipé du président soudanais.

PGA-RDC exhorte à cet effet aux chefs d'Etat et gouvernements africains à respecter leurs engagements internationaux. Elle appelle à la communauté internationale de mettre tout en œuvre pour lutter contre les crimes internationaux et à coopérer pleinement avec la Cour pour l'exécution des mandats d'arrêts pour toutes les personnes inculpées, y inclut le chef des rebelles ougandais, Joseph Kony, dont ses troupes continuent à commettre des atrocités épouvantables dans le territoire de la RDC et la région centrafricaine.

### **PGA en République Démocratique du Congo**

Depuis fin 2006, après les premières élections libres et démocratiques en quatre décennies en RDC, un groupe parlementaire multipartite s'engage dans le cadre de l'Action Mondiale des Parlementaires (PGA) pour adresser, à travers leur engagement individuel en tant que législateurs, les défis d'une société post-conflit. Le groupe, compris de plus de 80 membres à ce jour, se mobilise activement en faveur de l'adoption du projet de mise en œuvre du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale et fait avancer les débats sur de nouvelles initiatives législatives pour la lutte contre l'impunité, la réparation des victimes des conflits et le respect des droits de l'homme. Avec le support du parlement congolais, PGA a organisé deux conférences parlementaires en mars et décembre 2009 au Palais du Peuple à Kinshasa.